

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/AC.36/L.42

6 mars 1952

FRANCAIS

ORIGINALE : ANGLAIS

14 MAR 1952

COMITE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE
DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

POPULATION, CATEGORIES DE TERRES ET REGIME FONCIER
DANS LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE ¹⁾

(Document de travail rédigé par le Secrétariat) ¹⁾

TABLE DES MATIERE

	<u>Paragraphes</u>
I. POPULATION	1 - 2
II. CATEGORIES DE TERRES	3 - 5
III. REGIME FONCIER ET LOIS AGRAIRES APPLICABLES AUX DIFFERENTES CATEGORIES DE TERRES	6 - 18
ANNEXE	

¹⁾ Pour les chiffres se rapportant à la population, à la répartition des terres, etc., voir l'Annexe.

1) Conformément à la demande que le Comité du développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle a formulée à sa troisième séance, tenue le 15 mai 1951.

I. POPULATION

A. Renseignements généraux

1. Au 31 décembre 1950, on évaluait la population autochtone du Territoire à 1.242.199 habitants. A cette même date, 4.235 Italiens et 47 autres personnes de diverses nationalités résidaient dans le Territoire; ce dernier comptait approximativement, en 1950, 23.000 Arabes ainsi que 1.000 Indiens et Pakistanais.¹⁾

B. Répartition

2. Au 31 décembre 1950, la répartition géographique de la population autochtone du Territoire entre les commissariats et résidences était la suivante ²⁾:

<u>Commissariat</u>	<u>Résidence</u>	<u>Population</u>
Midjertein	Bender Kassim	14.000
	Alula	8.000
	Candala	6.000
	Eil	14.000
	Gardo	26.000
	Skuchuban	18.000
	TOTAL	86.000
Mudugh	Belet Uen	110.000
	Bulo Burti	64.000
	Dusa Mareb	12.750
	El Bur	63.000
	Galcaio	32.000
	Obbia	35.000
	TOTAL	316.750
Bénadir	Mogadiscio	68.560
	Afgoi	57.000
	Balad	27.000
	Itala	36.000
	Villaggio Duca degli Abruzzi	82.090
	TOTAL	270.650

1) Rapport annuel sur le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne (1950), page 7; Annexe, tableaux 1 et 3.

2) Ibid., Annexe, tableau 3.

<u>Commissariat</u>	<u>Résidence</u>	<u>Population</u>
Bas Ouebbi Shebelli	Merca	64.000
	Brava	41.000
	TOTAL	105.000
Haut Juba	Baidoa	125.000
	Bardera	58.000
	Bur Acaba	82.564
	Lugh Ferrandi	33.000
	Oddur	59.000
	TOTAL	357.564
Bas Juba	Kisimayo	28.000
	Afmadu	26.000
	Margherita	52.235
	TOTAL	106.235

II. CATEGORIES DE TERRES

A. Renseignements généraux

3. La superficie totale du Territoire est d'environ 500.000 kilomètres carrés. Une grande partie des terres est aride ou semi-aride.¹⁾

B. Catégories de terres

4. En 1950, l'Autorité chargée de l'administration a estimé que la superficie du Territoire comprend 40 pour 100 (environ 200.000 kilomètres carrés) de terres incultivables, 50 pour 100 (environ 250.000 kilomètres carrés) de pâturages et de prairies qui peuvent être utilisés partiellement pour certaines cultures et 10 pour 100 (environ 50.000 kilomètres carrés) de terres cultivables ou cultivées. Il n'y a pas de région minière exploitée.²⁾

C. Répartition géographique des catégories de terres

5. Le Secrétariat des Nations Unies ne possède aucun renseignement précis en ce qui concerne la répartition géographique des catégories de terres.

1) Rapport annuel sur le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, 1950, pages 1 et 2.

2) Ibid., page 90.

III. REGIME FONCIER ET LOIS AGRAIRES APPLICABLES AUX DIFFERENTES CATEGORIES DE TERRES

A. Superficie totale des terres aliénées

6. Sur un total de 74.347 hectares (743 kilomètres carrés) aliénés au profit de non-autochtones, 72.842 hectares sont occupés par des Italiens, 1.500 hectares par des Arabes et 5 hectares par des Indiens. Cette superficie représente environ 2 pour 100 des terres cultivables ou cultivées du Territoire, soit 0,2 pour 100 de la superficie totale du Territoire. Toutes ces terres ont été aliénées avant le mois de mars 1941.^{1/}

B. Principales dispositions des lois agraires

7. En attendant que soit menée à bonne fin l'étude des éléments de fait et de droit indispensables pour l'élaboration de la nouvelle législation qui réglera le régime foncier, l'aliénation et la possession des terres dans le Territoire, la législation d'avant-guerre a été maintenue en vigueur.^{2/}

Les lois et règlements pertinents^{3/} prévoient l'octroi de concessions portant sur des terrains reconnus disponibles, c'est-à-dire qui n'étaient ni occupés ni utilisés de manière permanente par les autochtones pour lesquels on a créé des réserves afin de répondre aux exigences futures du développement démographique et économique de la population.^{4/}

1/ Rapport annuel sur le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, page 89.

2/ T/AC.36/L.14, paragraphe 1.

3/ Décrets royaux Nos 695 du 8 juin 1911, 2239 du 12 novembre 1906, 226 du 24 janvier 1929; décret-loi No. 815 du 19 janvier 1912; décrets ministériels du 25 mars 1927 et du 22 octobre 1929; décrets du Gouverneur - Nos 16.299 du 15 octobre 1939 et 8.158 du 21 juin 1930; ordonnance No.61 du 21 avril 1943.

4/ T/AC.36/L.25, page 5.

8. Le système de la concession gouvernementale a constitué la forme d'aliénation de terres disponibles qui est de beaucoup la plus fréquente tandis que les ventes de terrain par des indigènes représentent des cas exceptionnels^{1/}. En vertu des dispositions existantes des concessions peuvent être accordées dans les formes suivantes :

- a) Concessions avec transfert simultané de la propriété, moyennant le paiement d'un prix déterminé, sous la clause résolutoire de la mise en valeur du fonds conformément au cahier des charges dressé à cet effet.
 1. Dès l'achèvement de la mise en valeur, la propriété du concessionnaire devient libre de toute charge et absolue.
- b) Concessions perpétuelles, avec obligations du paiement d'un prix annuel et faculté - lorsque la mise en valeur du fonds aura été achevée aux termes des clauses du cahier des charges - de racheter ledit fonds moyennant le paiement d'un capital déterminé.
- c) Concessions temporaires, avec paiement d'un prix annuel et observation des stipulations contractuelles du fermage^{2/}.

Le Secrétariat des Nations Unies ne possède aucun renseignement en ce qui concerne la superficie des terres aliénées suivant les diverses modalités indiquées ci-dessus.

9. Depuis que l'administration du Territoire lui a été confiée, l'Autorité chargée de l'administration n'a accordé aucun droit foncier à des personnes ou associations non-autochtones. On est en train, d'examiner les demandes des cultivateurs somalis qui voudraient obtenir des lots de terrain dans les zones destinées à la culture intensive^{3/}.

10. L'administration contrôle tout contrat relatif à des droits fonciers. Le décret de concession est complété par un relevé planimétrique du terrain et par un cahier des charges^{4/}.

1/ Le Duc des Abruzzes a acheté aux autochtones 19.000 hectares de terres pour le compte de la Società Agricola Italo-Somala. Un commerçant arabe de Somalie a acheté à des autochtones un autre fonds. T/AC.36/L.14, paragraphe 7 et T/947, paragraphe 198.

2/ T/AC.36/L.14, paragraphe 6.

3/ Ibid., paragraphe 16.

4/ Ibid., paragraphe 6.

Les Gouverneurs italiens ont pris avant la guerre des dispositions particulières en vue de garantir la protection des droits des indigènes au cours des travaux des commissions chargées de constater et d'établir la disponibilité des terres non occupées ou non utilisées par les populations autochtones.^{1/}

11. Au cours des travaux qui ont précédé la rédaction des lois relatives au régime foncier, l'Autorité chargée de l'administration a consulté le Comité restreint du Conseil territorial. Les membres du Comité se sont déclarés complètement d'accord pour respecter les droits acquis sur les terres par des habitants non autochtones en vertu de la législation antérieure; non seulement pour des raisons juridiques, mais encore du point de vue du développement de l'agriculture dans le Territoire. En ce qui concerne les concessions à accorder dans l'avenir, le Comité a reconnu qu'avec les garanties prévues par l'article 14 de l'Accord de tutelle,^{2/} il n'y a pas lieu de s'opposer à d'éventuelles concessions avec transfert de propriété, en particulier au profit des étrangers qui se proposeraient d'investir des capitaux dans des entreprises agricoles et industrielles propres à la mise en valeur du Territoire, mais il a recommandé à l'Administration de recourir plus largement à la location avec des baux de 12 à 25 ans. Le Comité a également suggéré d'encourager la création de coopératives agricoles italo-somaliennes au sein desquelles les agriculteurs autochtones auraient la possibilité de s'assimiler l'expérience des Italiens.^{3/}

^{1/} T/AC.36/L.14, paragraphe 3.

^{2/} Les deux premiers alinéas de l'article 14 sont ainsi conçus : "En vue de favoriser le progrès économique et social de la population autochtone, l'Autorité chargée de l'administration devra, en légiférant sur la tenure du sol ou sur l'aliénation des terres ou autres ressources naturelles, prendre en considération les lois et coutumes des autochtones, respecter leurs droits et sauvegarder leurs intérêts, tant présents que futurs.

"L'Autorité chargée de l'administration n'autorisera pas sans le consentement, dans chaque cas, de la majorité des deux tiers des membres du Conseil territorial prévu à l'article 4 de l'Annexe du présent Accord, l'acquisition, par des personnes non autochtones ou des sociétés ou associations contrôlées par de telles personnes, de tout droit sur des terres situées dans le Territoire, sauf cession à bail pour une période fixée par la loi. S'il s'agit d'aliénation de propriétés portant sur plus de mille acres de terres agricoles à des personnes non autochtones ou à des sociétés ou associations contrôlées par de telles personnes, l'Autorité chargée de l'administration demandera l'avis du Conseil consultatif, puis celui du Conseil territorial. Elle inclura dans son rapport annuel au Conseil de tutelle un état détaillé des aliénations de propriété faites dans ces conditions".

^{3/} T/AC.36/L.25, page 6.

12. Le principe suivi pour l'élaboration des nouveaux textes législatifs est de favoriser simultanément, dans l'intérêt public, le rendement des cultures alimentaires et le développement des cultures industrielles ou d'exportation. Les zones particulièrement favorables à l'irrigation peuvent servir à cette fin; on pourra y procéder à la mise en valeur des zones susceptibles de bonification; cette mise en valeur des entreprises agricoles, groupées ensemble et travaillant suivant des méthodes modernes, ainsi que la collaboration d'experts européens avec les agriculteurs indigènes, seront une garantie de succès pour le développement économique effectif du Territoire.^{1/}

C. Régime foncier indigène

13. En vertu du droit coutumier, les droits individuels sur le sol sont limités; l'individu ne peut en jouir que du fait de son appartenance à une collectivité.^{2/} Les droits sur la terre assignée par le groupe à l'individu membre du groupe ou traité comme tel ne peuvent être cédés, donnés à titre gratuit ou transmis en héritage, si ce n'est sous réserve des limitations prévues par la loi pertinente du groupe en question. C'est ainsi qu'ils ne peuvent être transférés à des personnes étrangères au groupe.^{3/} Le régime foncier indigène varie d'une partie du Territoire à l'autre, car chaque groupe a créé sa propre organisation interne, réglant tous les rapports des membres du groupe entre eux et les rapports des individus avec le groupe lui-même. De plus, chaque groupe a réglementé ses rapports avec les groupes voisins par des accords extrêmement détaillés et minutieusement élaborés concernant l'usage de la terre, des puits et des passages.^{4/} Le Secrétariat des Nations Unies ne dispose pas de renseignements plus précis sur le régime foncier indigène.

D. Superficie des terres arables cultivées

14. On ne dispose d'aucun renseignement sur la superficie totale des terres arables cultivées. 50.000 kilomètres carrés environ, soit 10 pour 100 de

^{1/} T/AC.36/L.14, paragraphe 9.

^{2/} Rapport annuel sur le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, 1970, page 85

^{3/} T/AC.36/L.14, paragraphe 15.

^{4/} Ibid., page 11.

de la superficie totale du Territoire, sont cultivables et 743 kilomètres carrés, soit 0,2 pour 100, sont occupés par des non autochtones. Le Secrétariat n'a pas de renseignements sur les conditions juridiques dans lesquelles ces aliénations ont été effectuées. Il ne possède aucun chiffre sur la superficie des terres cultivées par les autochtones.

E. Forêts

15. On évalue à environ 100 kilomètres carrés la superficie des forêts dans le Territoire^{1/}. Des dispositions concernant la protection des ressources forestières et l'octroi de concessions pour l'exploitation de bois d'oeuvre et de bois de chauffage figurent dans le décret du Gouverneur N° 11.865 en date du 7 décembre 1936 et dans les Proclamations N° 4 et 6 de 1944^{2/}. Le Secrétariat n'a pas de précisions sur ce décret ou ces proclamations, et ne dispose d'aucun renseignement sur la superficie des terrains concédés. Dans la région septentrionale, certains arbres sont exploités pour la production d'encens.

F. Pâturages

16. 250.000 kilomètres carrés environ, soit 50 pour 100 de la superficie totale, sont occupés par des pâturages. Le Secrétariat n'a pas de renseignements sur la nature des droits en vertu desquels ces pâturages sont occupés et utilisés.

G. Terrains miniers exploités

17. Il n'existe actuellement aucun terrain minier en exploitation. Des droits de prospection ont été accordés à la Compagnie Mineraria Etioptica (COMINA) dans la région de Bender Ziada^{3/}.

H. Terres non cultivables

18. On estime que 200.000 kilomètres carrés, soit 40 pour 100 de la superficie du Territoire, ne sont pas cultivables. Le Secrétariat ne dispose d'aucun renseignement sur le régime foncier ou les droits qui concernent les terres non cultivables.

^{1/} T/AC.36/L.25, page 2.

^{2/} Rapport annuel sur le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne, 1951, pages 90 et 91.

^{3/} Décret N° 143 du 4 décembre 1950.

A N N E X E

Population en 1950 (chiffre estimatif)	Superficie totale du Territoire	Terres aliénées au Profit d'habitants non autochtones	Superficie des conces- sions fores- tières	Superficie des terres faisant l'objet de concessions minières et de baux mi- niers	Terres occu- pées par des Africains conformément au régime foncier cou- tumier
Habitants autoch- tones : 1.242.199 Arabes : 23.000 Indiens et Pakis- tanais : 1.000 Italiens : 4.235 Divers : 47	500.000 Km ² (environ) répartis comme suit : 1) Terres arables ou cultivées : 50.000 Km ² 2) Pâturages : 250.000 Km ² 3) Terres non arables 200.000 Km ²	Superficie totale: 743 Km ² , ou 74.347 hectares Le Secrétariat n'a pas de renseigne- ments sur les con- ditions juridiques dans lesquelles ces aliénations ont été effectuées	Le Secré- tariat n'a pas de ren- seignements à ce sujet.	Néant	Le Secré- tariat ne dispose pas de chiffres précis à ce sujet.